

GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé

Département(s)	DFDS	Date	22 janvier 2024
Numéro	24.106	Heure	12h31

Auteur-e(-s) : Groupe VertPOP

Titre : Levons le voile sur la déontologie

Contenu (questions posées au Conseil d'État) :

Un lycée de notre canton est sous le feu des projecteurs depuis quelques mois suite à la suspension et au licenciement de l'un de ses professeurs.

Depuis le vendredi 5 janvier 2024, une pétition appelant la direction de l'établissement à aborder au plus vite la question de la déontologie en milieu scolaire, mais dénonçant également une problématique structurelle de l'établissement plutôt qu'un cas isolé, circule et fait l'objet de plusieurs articles questionnables dans la presse (*ArclInfo* du 9 janvier 2024, *Le Matin* du 10 janvier 2024).

Nous adhérons au souci et à la question de la déontologie, car effectivement, aujourd'hui, élèves et enseignant-e-s sont livré-e-s et exposé-e-s à leur propre bon sens, alors que celui-ci n'est malheureusement pas le même pour chacun-e. Alors qu'il semble de « bon sens » que les relations sexuelles entre enseignant-e-s et élèves soient interdites, d'autres situations sont plus floues et peuvent exposer élèves et enseignant-e-s à des situations délicates. La main « bienveillante » d'un-e enseignant-e sur l'épaule d'un-e élève ou encore une phrase du type « C'est du chinois ce que je vous raconte ? » sont deux exemples parmi tant d'autres qui, selon le « bon sens » de chacun-e, peuvent être jugés appropriés ou inappropriés, et une sensibilisation s'avère très certainement nécessaire.

Toutefois, il est difficile pour nous d'accepter qu'il soit laissé entendre qu'une problématique structurelle et permissive de cet établissement, ou finalement peut-être de l'ensemble des établissements scolaires de notre canton, soit réelle sans que nous interpellions le Conseil d'État afin qu'il :

1. nous communique sa position suite aux articles parus dans la presse et mentionnés ci-dessus ;
2. nous informe du contenu actuel de la formation pédagogique en matière de déontologie en milieu scolaire ou de formation pour les futur-e-s enseignant-e-s de notre canton ;
3. évalue les possibilités existantes permettant de sensibiliser l'ensemble des enseignant-e-s en fonction dans notre canton de manière périodique et ciblée sur les questions déontologiques en milieu scolaire et de formation.

Développement (commentaire aux questions) :

Souhait d'une réponse écrite : NON

Demande d'urgence : OUI

Auteur-e ou premier-ère signataire : *prénom, nom* (obligatoire) :

Niel Smith

Autres signataires (<i>prénom, nom</i>) :	Autres signataires suite (<i>prénom, nom</i>) :	Autres signataires suite (<i>prénom, nom</i>) :
Patrick Erard	Clarence Chollet	Céline Barrelet
Barbara Blanc	Monique Erard	